UN RIEN C'EST TOUT

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Déclarée à la préfecture de la Gironde le 20 septembre 2016
Siège social : 30 rue Desse – 33000 Bordeaux
Association n° W332020632
SIREN : 823 985 379

STATUTS

Le Président

[Signature]

Dominique BERLAND

Le Secrétaire de Séance

[Signature]

Bruno RISSER

MIS A JOUR CONFORMEMENT AUX DECISIONS
ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 29 JANVIER 2018
(Articles 12.1, 13.1, 14.2, 16
Et 7, 12, 17, 20, 21.2)
UN RIEN C'EST TOUT

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Déclarée à la préfecture de la Gironde le 20 septembre 2016
Siège social : 30 rue Desse – 33000 Bordeaux
Association n° W332020632
SIREN : 823 985 379

TITRE 1
FORME - DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – OBJET - MOYENS - DUREE

Article 1 - Forme

Il est formé, entre les soussignés et les personnes physiques ou morales qui adhèrent par la suite aux présents statuts et remplirons les conditions ci-après fixées, une association déclarée qui sera régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ainsi que les textes en vigueur actuellement, et les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

L’association a pour dénomination : UN RIEN C’EST TOUT.

Article 3 - Siège social

Le siège de l’association est fixé au 30 rue Desse – 33000 Bordeaux.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration et dans une autre localité par décision de l’assemblée générale extraordinaire des membres.

Article 4 - Objet Social

L’association a pour objet principal, en France et à l’étranger, notamment au travers de la collecte de dons et de leur redistribution, la recherche d’une utilité sociale.

L’utilité sociale de l’association se caractérise par :

- son soutien à des personnes en situation de fragilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle ;
- la lutte contre les exclusions et les inégalités sanitaires, sociales, économiques et culturelles, à l’éducation à la citoyenneté, notamment par l’éducation populaire, à la préservation et au développement du lien social ;
- son concours au développement durable dans ses dimensions économiques, sociales, environnementales et participatives, à la transition énergétique et à la solidarité internationale.

Article 5 - Moyens

Les moyens d’actions de l’association sont, à titre d’exemple, pour la réalisation de l’objet social prévu à l’article 3, la mise en œuvre des activités suivantes :

- des actions de plaidoyer et de témoignage contribuant à l’émergence et au renforcement de l’économie sociale et solidaire ;
- des programmes d’éducation et de recherche en rapport avec son expérience sur le terrain, d’organiser des réseaux d’expertise pluridisciplinaires, de publier, capitaliser et exploiter le fruit de ses activités afin de contribuer à l’information du public ;
- le développement des partenariats avec des entreprises afin de collecter des dons destinés à être redistribués à des associations.

**Article 6 – Durée, étendue géographique et fonctionnement**

L’association est constituée pour une durée illimitée.

Les activités de l’association s’exercent sur un plan local, national, international et virtuel (internet).

L’association peut agir à la fois directement (à travers ses membres, ses bénévoles et son personnel) et indirectement (à travers des personnes et entités partenaires), en France, à l’étranger et de manière virtuelle (internet).

**TITRE II**

**MEMBRES DE L’ASSOCIATION - RESSOURCES**

**Article 7 – Définition et catégories de membres**

Peut devenir membre de l’association, toute personne physique ou morale ou groupement intéressé par l’objet de l’association. Chaque membre prend l’engagement de respecter les présents statuts, et s’il y a lieu la charte éthique et le règlement intérieur.

L’Association se compose de quatre catégories de membres :

(i) **les membres fondateurs**

Les membres fondateurs sont ceux qui ont pris l’initiative de la création de la présente association, à savoir :

- Madame Cécile DUFFAU,
- Madame Charlotte PANSIN JOURDAN,
- Monsieur Dominique BERLAND,
- Monsieur Bruno RISSER,
- Monsieur Alain GROSSAT.


(ii) **les membres d’honneur**

(iii) les membres bienfaiteurs

Les membres bienfaiteurs sont ceux qui ne peuvent participer régulièrement aux activités de l’association mais s’engagent à verser chaque année un don sur lequel, le cas échéant, est prélevé le montant de leur cotisation annuelle fixé chaque année par l’assemblée générale ordinaire qui ne saurait être inférieur à 1.000 euros. Les membres bienfaiteurs ayant versé une cotisation annuelle «adhérents bienfaiteurs» peuvent prétendre à occuper deux sièges maximum au conseil d’administration avec voix délibérative dans les conditions prévues à l’article 16 ci-après des présents statuts. Ces derniers sont nommés par l’assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d’administration et disposent du droit de vote délibératif aux assemblées générales.

(iv) les membres actifs

Les membres actifs sont ceux qui adhèrent à l’association en s’acquittant de leur cotisation annuelle dont le montant est fixé par l’assemblée générale ordinaire annuelle et qui ne saurait être inférieur à 50 euros. Ils disposent d’un siège au conseil d’administration, sous réserve que le candidat soit membre actif de l’association depuis plus de cinq ans consécutifs. Il est nommé par l’assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d’administration. Ils disposent du droit de vote délibératif aux assemblées générales.

Article 8 – Adhésion des membres actifs

Toute personne physique ou morale ou groupement qui paye sa cotisation ou effectue un don sur lequel est prélevé le montant de sa cotisation, devient membre actif.

La qualité de membre actif est acquise après agrément du conseil d’administration qui statue lors de ses réunions sur les candidatures.

Le conseil d’administration se réserve le droit de refuser toute candidature sans avoir à en motiver le refus. Tout recours devant l’assemblée générale est exclu.

Les titres de membres d’honneur ou bienfaiteurs/adhérents bienfaiteurs sont décernés par le conseil d’administration.

Article 9 – Cotisations

Les montants des cotisations des membres actifs et le cas échéant des membres bienfaiteurs sont fixés annuellement par l’assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d’administration.

Nonobstant ce qui précède, les montants des premières cotisations seront fixés par l’assemblée générale ordinaire qui désignera les premiers administrateurs du conseil d’administration.

Les cotisations sont payables aux époques fixées par le conseil d’administration.

Les membres d’honneurs et les membres de droit ne sont pas tenus au versement d’une cotisation. Il en est de même pour les membres bienfaiteurs qui souhaitent effectué des dons sans devenir adhérents.

Article 10 – Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l’association se perd par :

- la démission notifiée au président par lettre recommandée avec demande d’accuser de réception ; la perte de la qualité de membre prend alors effet à l’expiration de l’année civile en cours ;
- le décès des personnes physiques ;
- la dissolution, pour quelque cause que ce soit, des personnes morales, ou leur déclaration en état de redressement ou liquidation judiciaires ;
- l'exclusion prononcée par le conseil d'administration pour motifs graves, l'intéressé ayant été préalablement invité à fournir, le cas échéant, toutes explications devant le conseil d'administration et/ou par écrit ; la décision du conseil d'administration n'a pas à être motivée et n'est pas susceptible d'appel ;
- la radiation automatique pour non-paiement de la cotisation annuelle trois mois après son échéance ;

Le décès, la démission ou l'exclusion d'un membre ne met pas fin à l'association, qui continue d'exister entre les autres membres.

En cas de dissolution ou liquidation d'un membre personne morale, ses ayants droits n'acquièrent pas de plein droit la qualité de membres de l'association.

**Article 11 – Ressources**

Les ressources de l'association se composent :

- de toutes subventions de l'État, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics ;
- des dons et legs de personnes physiques ou morales ;
- des cotisations et des droits d'entrée ;
- de mécénat ou de parrainage ;
- des recettes provenant des produits des manifestations organisées par l'association et éventuellement de la vente de produits conçus par ou pour l'association ou de prestations fournies par l'association afin de récolter des fonds destinés à réaliser son objet ;
- des revenus de biens et valeurs de toute nature appartenant à l'association ;
- de toutes ressources autorisées par la loi et règlements en vigueur, la jurisprudence et réponses ministérielles.

**TITRE III
ADMINISTRATION ET CONTROLE DE L'ASSOCIATION**

**Article 12 – Conseil d’Administration**

12.1 Composition – nomination – durée du mandat - rémunération

L'association est administrée par un conseil composé de cinq administrateurs au moins et de onze administrateurs au plus, choisis parmi les membres de l'association et nommée par l'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration, étant précisé que les membres fondateurs sont de droit administrateurs du conseil d'administration.

La répartition des sièges au sein du conseil est la suivante :

- 5 sièges au titre du collège des membres fondateurs (les « Administrateurs de Droit du Conseil d’Administration » ou « Administrateurs de Droit »),
- 3 sièges maximum au titre du collège des membres d’honneurs,
- 2 sièges maximum au titre du collège des membres adhérents bienfaiteurs,
- 1 siège au titre du collège des membres actifs, sous réserve que le candidat justifie de cinq années consécutives en tant que membre actif,

(Ensemble toutes catégories confondues, les « Administrateurs » ou au singulier un « Administrateur »).
Les Administrateurs, personnes morales, sont représentés par leur représentant légal en exercice ou désignent un représentant permanent pour les représenter aux réunions du conseil d'administration. Tout changement de représentant permanent par un administrateur personne morale est notifié à l'association.

A l'exception des Administrateurs de Droit dont la durée de leurs mandats est illimitée, les administrateurs appartenant aux autres catégories sont nommés par l'assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d'administration pour une durée de trois années, chaque année s'entendant de l'intervalle séparant deux assemblées générales ordinaires annuelles approuvant les comptes de l'exercice écoulé. Leur mandat est renouvellable sans pouvoir excéder deux mandats successifs (y compris le premier mandat).

Les premiers administrateurs appartenant au collège des membres d'honneur et au collège des membres adhérents bienfaiteurs pourront, le cas échéant, être nommés par l'assemblée générale ordinaire sur proposition des membres fondateurs également Administrateurs de droit du conseil d'administration, sous réserve que le prochain conseil d'administration confirme l'attribution des qualités de membres d'honneur et d'adhérents bienfaiteurs à ces derniers et que les membres adhérents bienfaiteurs aient acquitté le montant de leur cotisation dans les trois mois suivant leur nomination sous peine de caducité de celle-ci.

Une Rémunération (tel que ce terme est défini à l'article 14.2 ci-après) peut être allouée à un ou trois administrateurs au plus, au titre de leur mandat social et/ou dans le cadre du cumul de ce dernier avec des fonctions salariées exercées au sein de l'Association et/ou au titre d'avantage en nature dans les conditions énoncées à l'article 16 des statuts et en tenant compte des dispositions de l'article 14.22 des présents statuts.

12.2 Cooptation

En cas de vacance d'un ou plusieurs poste(s) d'administrateurs des collèges des membres d'honneur, bienfaiteurs et actifs, entre deux assemblées générales ordinaires annuelles, le conseil d'administration pourra pourvoir provisoirement à leur remplacement par cooptation. Il sera tenu d'y procéder sans délai si le nombre d'Administrateurs se trouve réduit à deux.

Ces nominations seront soumises lors de sa première réunion, à la ratification de l'assemblée générale ordinaire des membres qui déterminera la durée du mandat des nouveaux administrateurs. Toutefois, l'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeurera en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. A défaut de ratification, les délibérations et actes accomplis par le conseil d'administration depuis la nomination provisoire n'en demeureront pas moins valables.

12.3 Cessation des fonctions d'Administrateurs

Les fonctions d'Administrateurs cessent par le décès, la démission, l'arrivée du terme du mandat pour les administrateurs autres que les membres fondateurs, la perte de la qualité de membre de l'association, l'empêchement définitif et la dissolution de l'association.

Les fonctions d'administrateurs cessent également par la révocation des administrateurs appartenant aux collèges des membres d'honneur, des membres bienfaiteurs et des membres actifs prononcée par l'assemblée générale pour justes motifs. Les Administrateurs de Droit du Conseil d'Administration appartenant au collège des membres fondateurs de l'association ne sont pas révocables par l'assemblée générale.

En cas de démission d'un Administrateur, celle-ci doit être notifiée au président du conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Article 13 – Bureau du Conseil d’Administration

13.1 Composition – nomination – durée du mandat

Le Conseil nomme parmi ses membres, un président, un ou plusieurs vice-président(s), un trésorier, le cas échéant un trésorier adjoint, et un secrétaire et, le cas échéant, un secrétaire adjoint qui composent le bureau.

Le président et le vice-président sont choisis obligatoirement parmi les membres fondateurs, Administrateurs de Droit, tant qu’il en existe au sein du conseil d’administration. En revanche, tout Administrateur y compris de Droit percevant une rémunération au titre de son mandat social et/ou de fonctions salariées exercées au sein de l’Association et/ou d’avantages en nature, dans les conditions fixées à l’article 16 des Statuts, ne peut cumuler lesdites fonctions avec celles de président, vice-président, secrétaire général ou trésorier.

Les membres du bureau sont élus pour une durée de trois années, chaque année s’entendant de l’intervalle séparant deux assemblées générales ordinaires annuelles approuvant les comptes de l’exercice écoulé.

13.2 Cessation des fonctions de membres du bureau

Les fonctions de membre du bureau prennent fin par la démission, la perte de la qualité d’administrateur et la révocation par le conseil d’administration, laquelle ne peut intervenir que pour justes motifs.

Les Administrateurs de Droit du Conseil d’Administration nommés membres du bureau ne sont pas révocables.

Article 14 – Pouvoirs et fonctionnement du Conseil d’Administration

14.1 Pouvoirs du conseil d’administration

Le conseil d’administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer, diriger et administrer les affaires de l’association, sous réserve de ceux statutairement et légalement réservés aux assemblées générales, et notamment :

(a) Il arrête le programme d’action de l’association, définit sa politique ainsi que ses orientations générales ;

(b) Il arrête, sur proposition du bureau, le budget et ses modifications ainsi que les prévisions en matière de personnel ;

(c) Il reçoit, discute et arrête les comptes de l’exercice écoulé qui lui sont présentés par le trésorier avec pièces justificatives à l’appui ;

(d) Il présente un rapport sur la gestion de l’association à l’approbation de l’assemblée générale annuelle ;

(e) Il nomme et révoque les membres du bureau ;

(f) Il contrôle l’exécution par les membres du bureau de leurs fonctions ;

(g) Il procède aux cooptations des administrateurs en cas de vacance de sièges ;

(h) Il arrête les grandes lignes d’actions de communications et de relations publiques ;
(i) Il fixe les conditions de recrutement et de rémunération du personnel ainsi que de licenciement de celui-ci ;

(j) Il est tenu informé par le président de tout projet de convention engageant l’association et soumet à l’approbation de l’assemblée générale les conventions entrant dans le champ d’application de l’article L. 612-5 du Code de commerce présentées dans un rapport établi par ses soins ou par le commissaire aux comptes s’il en existe un ;

(k) Il convoque les assemblées générales ;

(l) Il approuve le règlement intérieur ainsi que la charte éthique de l’association proposés par le bureau ;

(m) Il accepte les dons et les legs ;

(n) Il autorise, en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d’hypothèques et les emprunts, ainsi que les cautionnements et garanties accordés au nom de l’association

(o) Il autorise, plus généralement, les actes et engagements, pris au nom et pour le compte de l’association, dépassant le cadre des pouvoirs propres du président et, en tout état de cause, dont le montant excéderait la somme, pour chaque transaction, de 100 000 euros.

Le conseil d’administration peut accorder au bureau, en deçà d’un montant qu’il détermine, une délégation permanente pour les cessions et acquistions de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que pour l’acceptation des donations et des legs, à charge pour ce dernier de lui en rendre compte à chaque réunion du conseil.

Le conseil d’administration peut créer un ou plusieurs comités, qui peuvent comprendre des personnes extérieures au conseil, chargées de l’assister dans toutes les actions menées par l’association. Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur.

14.2 Fonctionnement du conseil d’administration

14.20 Convocation – ordre du jour – époque et lieu des réunions

Le conseil d’administration se réunit au moins deux fois par an, sur la convocation de son président ou à la demande du quart de ses membres et aussi souvent que l’intérêt de l’association l’exige.

Les convocations sont effectuées par le président et adressées, par lettres simples ou recommandée avec demande d’avis de réception ou par tous moyens de télécommunications aux Administrateurs et au commissaire aux comptes s’il en existe un, au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion. Elles peuvent toutefois être verbales et sans délai en cas de nécessité de convoquer un conseil d’administration en urgence et si tous les Administrateurs y consentent.

Les réunions du conseil d’administration ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Elles sont présidées par le président, ou en cas d’empêchement, le conseil désigne un président de séance.

Le conseil d’administration délibère sur les questions mises à l’ordre du jour du président et sur celles dont l’inscription est demandée par le quart au moins de ses membres. Il peut n’être fixé qu’au moment de la réunion si tous les administrateurs sont présents ou représentés.
14.21 Participation - quorum

La présence de la moitié au moins des Administrateurs est requise pour la validité des délibérations incluant obligatoirement la moitié au moins des Administrateurs de Droit en fonction. Si le quorum n’est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation. Le conseil peut alors valablement délibérer si le tiers au moins des membres en exercice est présent incluant obligatoirement le tiers au moins des Administrateurs de Droit.

Tout Administrateur empêché peut se faire représenter par un autre administrateur de sa catégorie, muni d’un pouvoir spécial à cet effet. Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est illimité. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont attribués au président.

Sont réputés présents et comptabilisés dans le quorum, les Administrateurs qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de télécommunications.

14.22 Délégations – vote – majorité

Tout Administrateur quel que soit sa catégorie, dispose du droit de vote au conseil d’administration.

Lorsqu’un Administrateur perçoit une quelconque rémunération au titre de son mandat social et/ou d’autres fonctions notamment salariées ou activités exercées au sein de l’association et/ou d’avantages en nature (« Rémunération »), il participe aux délibérations du conseil d’administration avec voix délibérative, sous condition que ladite Rémunération ne dépasse pas les trois quarts du salaire minimum interprofessionnel de croissance (« SMIC ») ou, dans le cas où celle-ci est supérieure à ce seuil, que l’association remplisse de surcroît l’ensemble des conditions cumulatives énoncées à l’article 16, paragraphe B des présents statuts.

A défaut par l’association de remplir les conditions cumulatives susvisées au paragraphe précédent en cas de rémunération supérieur au trois quarts du SMIC, l’Administrateur concerné participe aux délibérations du conseil d’administration avec voix consultative seulement.

Les délibérations du conseil d’administration sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. En outre, les Administrateurs de Droit bénéficient d’un droit de vote double pour les votes portant sur la nomination du président et du vice-président.

Toute autre personne dont l’avis est utile pour éclairer les délibérations du conseil d’administration peut être appelée par le président, avec l’accord du conseil d’administration, à assister, avec voix consultative aux séances du conseil.

14.23 Procès-verbal

Les délibérations du conseil d’administration sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés du président de séance et du secrétaire qui en délivrent, ensemble ou séparément, tout extrait ou copie.

Article 15 – Pouvoirs et fonctionnement du Bureau

15.1 Pouvoirs du Bureau
Le bureau assure collégialement la gestion courante et quotidienne de l'association et veille à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration.

Il prend toutes les décisions qui ne sont pas de la compétence du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le bureau doit obligatoirement être composé d'un président, d'un secrétaire générale et d'un trésorier, la désignation d'un vice-président, d'un secrétaire général adjoint et d'un trésorier adjoint étant facultative.

Ses membres exercent individuellement les pouvoirs définis ci-après :

**15.10 Président**

Le président cumule les qualités de président du bureau, du conseil d'administration et de l'association.

Le président assure la gestion quotidienne de l'association. Il est chargé d'exécuter les décisions du conseil et veille au bon fonctionnement de l'association.

Il agit au nom et pour le compte du bureau, du conseil d'administration et de l'association et notamment :

(a) Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile et possède tous les pouvoirs à l'effet de l'engager ;

(b) Il ordonne les dépenses de l'association ;

(c) Il a qualité pour représenter l'association en justice devant les juges de la première instance ainsi que devant la cour d'appel, tant en demande qu'en défense ; il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale ;

(d) Il exécute les décisions arrêtées par le bureau et le conseil d'administration ;

(e) Il signe, au nom et pour le compte de l'association, tout contrat d'achat ou de vente et, plus généralement, tous actes et tous contrats nécessaires à l'exécution des décisions du bureau, du conseil d'administration et des assemblées générales dont le montant n'excède pas, pour chaque transaction, la somme de 100.000 euros auquel cas, il doit requérir l'autorisation préalable du conseil d'administration pour réaliser l'opération envisagée ;

(f) Il présente les budgets annuels et contrôle leur exécution ;

(g) Il propose le règlement intérieur et la charte éthique de l'association à l'approbation du conseil d'administration ;

(h) Il dispose des pouvoirs d'embauche et de licenciement du personnel selon les conditions fixées par le conseil d'administration ;

(i) Il est habilité à ouvrir et faire fonctionner, dans tous établissements de crédit et financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne selon les pouvoirs bancaires arrêtés par une délibération du conseil d'administration ;

(j) Il peut déléguer ses pouvoirs et subdéléguer dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
(k) Il convoque les réunions du bureau et du conseil d'administration.

Tout acte, tout engagement dépassant le cadre des pouvoirs ci-dessus définis devra être autorisé préalablement par le conseil d'administration.

Après avis du conseil d'administration, le président pourra, sur sa proposition, pourra se faire assister d'un directeur salarié ou non, choisi parmi ou en dehors des membres de l'Association et à qui il pourra déléguer certains de ses pouvoirs pour la gestion courante de l'Association et de manière ponctuelle pour tout acte sortant de la gestion courante de l'Association.

15.11 Vice-président (s)

Le vice-président (s) a vocation à assister le président dans l'exercice de ses fonctions.

Il peut agir sur délégation du président et sous son contrôle. Il peut recevoir des attributions spécifiques, temporaires ou permanentes, définies par le président.

15.12 Secrétaire général et secrétaire général adjoint


Il peut agir par délégation du président.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un secrétaire général adjoint, ou plusieurs secrétaires généraux adjoints.

15.13 Trésorier et trésorier adjoint

Le trésorier tient les comptes de l'association et, sous la surveillance du président, il effectue tous paiements et reçoit toutes sommes. Il procède, avec l'autorisation du conseil, au retrait, transfert et à l'aliénation de tous biens et valeurs.

Il procède à l'appel annuel des cotisations. Il a la responsabilité de la comptabilisation des dons et de la délivrance d'avoir fiscaux correspondants.

Il établit, ou fait établir sous son contrôle, les comptes annuels de l'association. Il établit un rapport financier qu'il présente avec les comptes annuels à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Il devra, le cas échéant, satisfaire aux obligations légales en cas de rémunération d'un ou plusieurs administrateurs incluant les membres du bureau en contrepartie de l'exercice de leurs mandats.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un trésorier adjoint.

15.2 Fonctionnement du bureau
Le bureau se réunit au moins quatre fois par an à l’initiative et sur convocation du président. La convocation peut être faite par tous moyens mais au moins 15 jours à l’avance.

Les convocations du bureau peuvent toutefois être verbales et sans délai en cas de nécessité de convoquer le bureau en urgence et si tous les membres du bureau y consentent.

L’ordre du jour est établi par le président.

Les représentants des salariés, s’il en existe, peuvent être invités à participer aux réunions du bureau, avec voix consultative.

Le bureau peut, sur décision du président, entendre toute personne susceptible d’éclairer ses délibérations.

Il est dressé un procès-verbal pour toute réunion du bureau. Les procès-verbaux sont établis et signés par le président et le secrétaire. Ils sont retranscrits dans l’ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l’association.

**Article 16 – Rémunération des dirigeants de l’association**


A/ - Les Dirigeants peuvent bénéficier d’une rémunération au titre de leur mandat social et/ou d’autres activités exercées au sein de l’association et/ou d’avantages en nature (« Rémunération ») dès lors que celle-ci n’excède pas les trois quarts du salaire interprofessionnel de croissance (SMIC) :

B/ - Les Dirigeants peuvent bénéficier d’une Rémunération excédant le seuil des trois quarts du SMIC mais dans la limite de trois fois le plafond annuel de la sécurité sociale visé à l’article L. 241-3 du Code de la sécurité sociale, sous réserve que l’association respecte les conditions cumulatives et modalités suivantes :

1° L’association doit justifier d’un montant minimal de ressources propres (hors financements publics) égal au moins à 200.000 euros pour rémunérer un dirigeant, 500.000 euros pour rémunérer deux dirigeants et 1.000.000 euros pour rémunérer trois dirigeants, étant précisé que ces seuils doivent être atteints en moyenne sur les trois exercices précédant celui au cours duquel l’association souhaite rémunérer un ou plusieurs de ses dirigeants, soit à compter de la quatrième année d’existence de l’association ;

2° La décision de rémunérer les dirigeants devra résulter d’une délibération et d’un vote de l’assemblée générale ordinaire qui fixe le niveau et les conditions de rémunération hors de la présence des dirigeants concernés. La décision de l’assemblée générale doit être prise à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres ;

3° Le montant des rémunérations versées à chacun des dirigeants concernés devra être indiqué dans une annexe aux comptes de l’association ;

4° Un rapport devra être présenté à l’assemblée générale ordinaire par le conseil d’administration, ou le commissaire aux comptes, sur les conventions prévoyant une telle rémunération ;

5° Les comptes de l’association devront être certifiés par un commissaire aux comptes ;
6° Les dirigeants devront faire l’objet d’une élection démocratique régulière et périodique ;

7° Les membres de l’association pourront exercer un contrôle effectif sur la gestion de l’association ;

8° La rémunération versée doit être la contrepartie de l’exercice effectif de leur mandat par les dirigeants concernés ;

9° La rémunération versée aux dirigeants concernés devra être proportionnée aux sujétions qui leur sont effectivement imposées, notamment en termes de temps de travail ;

10° La rémunération devra être comparable à celles couramment versées pour des responsabilités de nature similaire et de niveau équivalent ;

11° Le conseil d’administration soumettra à l’assemblée générale ordinaire, pour adoption, les règles d’encadrement des cumuls des fonctions des dirigeants au sein de l’association.

Les frais et débours occasionnés lors de l’accomplissement de leur mandat par les dirigeants sont remboursés sur présentation de pièces justificatives. Ils doivent faire l’objet d’une décision expresse lors de leur nomination de l’assemblée générale ou du conseil d’administration, selon le cas, statuant hors de la présence des intéressés.

Le rapport financier présenté à l’assemblée générale ordinaire doit faire mention des remboursements des frais de mission, de déplacement ou de représentation octroyés aux dirigeants.

**Article 17 – Commissaires aux comptes**

Un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant sont nommés conformément aux dispositions légales.

Le commissaire aux comptes titulaire exerce sa mission selon les normes et les règles de la profession. Il contrôle les comptes annuels et établit et présente, chaque année, à l’assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l’exercice écoulé, un rapport rendant compte de sa mission et certifiant la régularité et la sincérité des comptes.

**Article 18 – Conventions réglementées**

Les conventions conclues entre l’association (si celle-ci a une activité économique ou bénéficie d’une subvention supérieure ou égale à 153.000 euros consentie par l’Etat ou une collectivité publique), et leurs mandataires sociaux, et entre l’association et une société, dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, le directeur général, un directeur général délégué, un membre du directoire ou du conseil de surveillance, un actionnaire disposant d’une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la société, est simultanément administrateur ou assure un rôle de mandataire social dans l’association, doivent faire l’objet d’un rapport à l’assemblée annuelle établi par le conseil d’administration ou le commissaire aux comptes s’il en existe un. L’assemblée statue sur ce rapport (art. L. 612-5 C. com.).

Cette obligation ne concerne pas les conventions courantes conclues à des conditions normales, qui en raison de leur objet ou de leurs implications financières ne sont significatives pour aucune des parties.

**TITRE IV
ASSEMBLEES GENERALES**
Article 19 – Dispositions communes

19.1 Composition – participation – représentation – époque et lieu des réunions

L’assemblée générale se compose des membres fondateurs, d’honneur, bienfaiteurs justifiant du versement d’une cotisation annuelle à l’association « adhérents bienfaiteurs » et de tous les membres actifs de l’association à jour de leur cotisation (les « Membres »).

Les Membres se réunissent en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d’extraordinaires lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts et d’ordinaires dans les autres cas.

Les Membres personnes morales sont représentés par leur représentant légal en exercice, ou par toute autre personne qu’il aura désigné et notifiée à l’association.

Tout Membre empêché peut se faire représenter par un autre Membre muni d’un pouvoir spécial à cet effet. Nul d’entre eux ne peut s’y faire représenter par une personne non Membre de l’association.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est illimité. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont attribués au président, et utilisés dans le sens de l’adoption des résolutions approuvées par le conseil d’administration.

Les représentants des salariés, s’il en existe, peuvent être invités à participer aux assemblées générales.

Toute autre personne dont l’avis est utile pour éclairer les délibérations des assemblées générales peut être appelée par le président, avec l’accord des Membres de l’assemblée, à assister, avec voix consultative aux séances du conseil.

Une assemblée générale ordinaire se réunit au moins chaque année avant le 31 mai, aux jour, heure et lieu indiqués dans l’avis de convocation pour notamment approuver les comptes de l’exercice écoulé.

Les délibérations de l’assemblée générale ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Sont réputés présents et comptabilisés dans le quorum, les Membres qui participent à l’assemblée générale par des moyens de visioconférence ou de télécommunications à l’exception de l’assemblée générale ordinaire annuelle.

Les décisions prises par l’assemblée générale ordinaire ou extraordinaire obligent tous les membres de l’association.

19.2 Convocation et ordre du jour

Les Membres de l’association et le commissaire aux comptes s’il en existe un, sont convoquées aux assemblées générales par le conseil d’administration au moins quinze jours à l’avance par un avis inséré dans un journal d’annonces légales ou par lettre simple ou recommandée avec demande d’avis de réception ou par tous moyens de télécommunications.

L’ordre du jour est dressé par le conseil d’administration. Il n’y est porté que les propositions émanant de lui et celles qui lui ont été communiquées, le cas échéant, au moins 15 jours avant la réunion de l’assemblée générale, avec la signature du quart au moins des membres de l’association quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Les assemblées générales ne peuvent statuer que sur les questions figurant à l’ordre du jour à l’exception de la révocation des membres du conseil d’administration.
19.3 Bureau de l’assemblée – feuille de présence

Au début de chaque réunion, l’assemblée générale appelée à délibérer, procède à la désignation de son bureau de séance, composé au moins d’un président de séance et d’un secrétaire de séance.

L’assemblée est présidée par le président du conseil d’administration ou, à défaut, en cas d’empêchement de ce dernier, par un membre du conseil d’administration désigné par l’assemblée. Le président de séance, dans le cadre de ses fonctions, expose les questions à l’ordre du jour et conduit les débats.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire du conseil d’administration ou, en son absence, par un membre de l’assemblée désigné par celle-ci.

Il est dressé une feuille de présence signée par les Membres de l’association en entrant en séance et certifiée par le président de séance et le secrétaire de séance.

19.4 Nombre de voix - votes

Chaque Membre de l’association a droit à une voix et à autant de voix supplémentaires qu’il représente de membres. En outre, les membres fondateurs de l’association ont un droit de vote double pour la révocation des administrateurs.

Les votes ont lieu, au choix du président de séance, à mains levées ou à bulletins secrets.

19.5 Procès-verbaux

Les délibérations de l’assemblée générale des Membres de l’association sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par le président de séance et le secrétaire de séance.

Article 20 – Assemblée générale ordinaire

20.1 Compétence

L’assemblée générale ordinaire délibère sur toute question figurant à l’ordre du jour autre que la modification des statuts et ne relevant pas de la compétence exclusive d’un autre organe de l’association ou de l’assemblée générale extraordinaire, notamment :

(a) Elle entend, dans le cadre de l’assemblée générale ordinaire annuelle, le rapport du conseil d’administration sur la gestion de l’association, le rapport financier du trésorier et les rapports du commissaire aux comptes, s’il en existe un ;

(b) Elle approuve, dans le cadre de l’assemblée générale ordinaire annuelle, les comptes de l’exercice écoulé, les conventions entrant dans le champ d’application de l’article L. 612-5 du Code de commerce, en dehors de l’intéressé, et donne quittance aux administrateurs et aux membres du bureau de leur gestion ;

(c) Elle vote le budget proposé par le bureau de l’association préalablement approuvé par le conseil d’administration ;

(d) Elle nomme et révoque les administrateurs ;

(e) Elle désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes choisis sur la liste mentionnée à l’article L. 822-1 du Code de commerce ;

(f) Elle ratifie la nomination provisoire des administrateurs effectuée par ce dernier entre deux assemblées générale ordinaires ;
(g) Elle fixe le niveau et les conditions de rémunérations à allouer, le cas échéant, aux dirigeants dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus, étant précisé que l'intéressé ne prend pas part au vote et en tenant compte des dispositions de l'article 14.22 des présents statuts ;

(h) Elle autorise toute acquisition par le conseil d'administration, en dehors de la gestion courante de l'association, d'immeubles, ainsi que toutes constitutions d'hypothèques et tous emprunts ;

(i) Elle autorise le conseil d'administration à, au nom et pour le compte de l'association, signer tous actes, à conclure, tout engagement, et à contracter toute obligation qui dépasse les cadre de ses pouvoirs statutaires et dont le montant excéderait pour chaque transaction la somme de 100.000 euros, et d'une manière générale toutes questions d'intérêt général et toutes celles qui sont soumises par le conseil d'administration ne relevant pas de la compétence exclusive d'un autre organe de l'association.

20.2 Quorum et majorité

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale ordinaire doit être composée du quart au moins des Membres présents ou représentés.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée, à nouveau, dans les formes et délais prévus à l'article 19 ci-dessus et, lors de la seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la précédente assemblée.

Les décisions de l'assemblée générale ordinaire des Membres de l'association sont prises à la majorité des voix des Membres présents ou représentés à l'exception du vote portant sur la possibilité de verser une rémunération aux membres du conseil d'administration et du bureau qui doit être prise à la majorité des deux tiers des voix des Membres présents ou représentés.

En outre, les membres fondateurs de l'association également Membre de Droit du Conseil d'Administration ont un droit de vote double pour les votes portant sur la révocation des membres du conseil d'administration.

Article 21 – Assemblée générale extraordinaire

21.1 Compétence

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour procéder, sur proposition du conseil d'administration à la modification des statuts dans toutes leurs dispositions, à la dissolution de l'association et à la dévolution de ses biens, à la fusion ou à la transformation de l'association. D'une façon générale, elle a compétence pour prendre toutes décisions de nature à mettre en cause l'existence de l'association ou à porter atteinte à son objet essentiel et sur toute question qui ne relève pas de la compétence exclusive d'un autre organe de l'association.

21.2 Quorum et majorité

Pour délibérer valablement, l'assemblée générale extraordinaire doit être composée de la moitié au moins des Membres présents ou représentés.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est convoquée, à nouveau, dans les formes et délais prévus à l'article 19 ci-dessus et, lors de la seconde réunion, elle délibère valablement quel que soit le nombre des Membres présents ou représentés, mais seulement sur les questions à l'ordre du jour de la précédente assemblée.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire des Membres de l'association sont prises à la majorité des deux tiers des voix des Membres présents ou représentés.
TITRE V
COMPTES – EXERCICE SOCIAL - DISSOLUTION LIQUIDATION –
REGLEMENT INTERIEUR

Article 22 – Comptes et exercice social

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un bilan, un compte de résultat et, le cas échéant, une ou plusieurs annexes.

Le bureau fait établir par le trésorier chaque année le budget prévisionnel des recettes et des dépenses et le soumet à l’approbation du conseil d’administration et au vote de l’assemblée générale ordinaire annuelle.

L’exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 23 – Dissolution – Liquidation

En cas de dissolution volontaire, statutaire ou forcée de l’association, l’assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs qui jouiront des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l’actif et acquitter le passif, après reprise éventuelle des apports existants par les apporteurs ou leurs héritiers ou ayants droits connus.

Le produit net de la liquidation sera dévolu à une association ayant un objet similaire ou à tout établissement public privé reconnu d’utilité publique et qui sera désigné par l’assemblée générale extraordinaire des Membres.

Article 24 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être élaboré par le bureau de l’association et approuvé par le conseil d’administration pour préciser et compléter, en tant que de besoin, les dispositions statutaires relatives au fonctionnement de l’association.

L’adhésion aux statuts emporte de plein droit adhésion au règlement intérieur.

Article 25 – Charte Ethique

Le bureau pourra établir une charte éthique fixant les valeurs et les principes de l’association qui sera soumis à l’approbation du conseil d’administration.